

NOTRE ANTIFASCISME

La lutte antifasciste se résume trop souvent à une simple opposition à l'extrême droite, ce qui l'empêche de prendre une véritable dimension politique. Pour nous, l'antifascisme se définit avant tout par des pratiques : l'information, la confrontation, la solidarité. Mais l'expérience nous a appris que certains principes sont fondamentaux, car tout antifascisme cohérent ne peut être qu'**autonome, révolutionnaire et internationaliste**. L'antifascisme n'est à nos yeux ni une posture, ni une position de principe, mais quelque chose de dynamique, un engagement réel. Il existe bien des façons de lutter contre l'extrême droite, à condition de n'en négliger aucune.

Informer

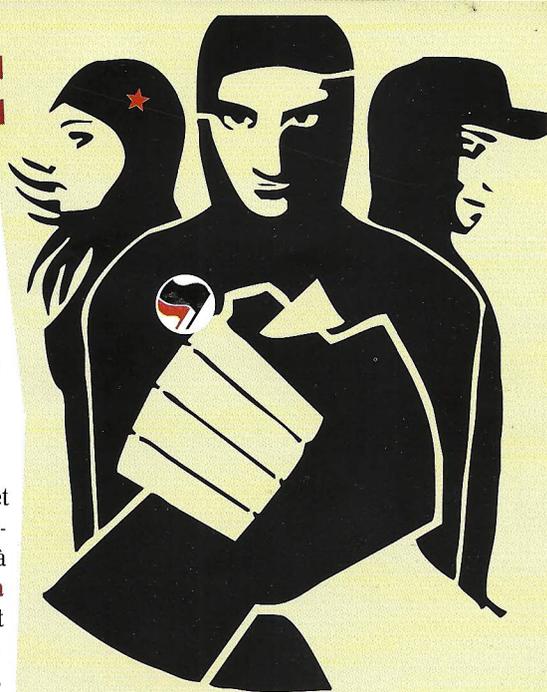
C'est un préalable à tout travail antifasciste, tant l'extrême droite est un objet de fantasmes. Presque toujours sous-estimée ou surestimée, l'extrême droite provoque chez ceux qui s'y confrontent à la fois un sentiment de rejet viscéral et de fascination, deux réactions compréhensibles, mais qui ont tendance à développer respectivement la mauvaise foi et l'extrapolation. C'est également un sujet sur lequel il est permis de dire n'importe quoi, puisque tout serait bon pour lui nuire. Pour les médias de masse, l'extrême droite est avant tout un sujet à scandale : c'est donc surtout sa violence, son folklore et sa marginalité qui sont mis en avant. Dans les publications militantes, l'extrême droite est souvent présentée comme une absurdité politique, dont le discours et les pratiques sont avant tout stupides et « haineux », ou comme l'incarnation du mal absolu.

Ce travail de recherche d'information se fait à plusieurs niveaux : dans la presse, en particulier locale, dans les publications universitaires ou politiques, mais aussi et surtout sur le terrain, en collectant des informations à la source. C'est ce travail de terrain qui permet aussi de contourner la contre-information que fait l'extrême droite sur ses propres activités, en particulier sur Internet. Une fois l'information collectée et traitée, il reste à la diffuser, afin de tenter de contrecarrer cette désinformation et de dissiper les représentations erronées.

S'opposer

Mais la simple dénonciation ne suffit pas, et ce n'est d'ailleurs pas l'objectif du travail de recherche antifasciste. Son but est de permettre à l'action antifasciste de **définir des objectifs à la fois pertinents et réalistes**, d'apprécier le rapport de force et d'utiliser les moyens les mieux adaptés. Il est évident que tous les moyens d'actions (manifestations, harcèlement, attaques directes, campagnes de presse...) ne se valent pas selon le groupe ciblé (parti institutionnel comme le FN, groupes informels violents, associations religieuses...) et l'objectif visé (provocation, dénonciation, interdiction...). Mais réfléchir sur l'utilisation des moyens ne veut pas dire hiérarchiser ces différentes formes d'actions, en opposant par exemple actions publiques non violentes et actions de rue plus radicales.

La question de la violence ne doit pas être prise comme prétexte pour moraliser l'antifascisme, et condamner les antifascistes qui s'opposent physiquement aux fachos, au nom d'un consensus mou qui assimile légitimité et légalité. Cependant, les affrontements de rue, vus de l'extérieur, peuvent donner l'idée que fascistes et antifascistes sont deux groupes antagonistes uniquement préoccupés l'un de l'autre. C'est pourquoi **il faut toujours lier la confrontation avec l'extrême droite à d'autres formes de lutte**. L'action directe n'empêche d'ailleurs pas la démarche unitaire, à condition qu'elle ne soit pas une simple alliance de circonstance.



Être solidaire

Enfin, la lutte antifasciste ne se définit pas uniquement par rapport aux activités de l'extrême droite : elle doit aussi se montrer solidaire, non seulement à l'égard des victimes de l'extrême droite, mais aussi entre les antifascistes eux-mêmes. Organiser la solidarité antifasciste est une nécessité, car comme toutes les luttes de résistance, elle se retrouve en butte à la répression et ce d'autant plus qu'elle est parfois, par la force des choses, à la limite de la légalité. Cette solidarité passe bien entendu par un soutien concret en cas de poursuites judiciaires mais pas seulement.

Car la solidarité antifasciste ne doit pas s'organiser uniquement face à la répression, mais aussi en multipliant les rencontres et les actions communes, afin de permettre aux groupes antifascistes de partager des informations et d'échanger sur leurs pratiques, mais aussi de se rencontrer afin de mieux se connaître ; c'est une autre façon de montrer à l'extrême droite qu'une résistance organisée se met en place et que les antifascistes ne sont pas isolés.

Autonome, révolutionnaire et internationaliste

Lutter contre l'extrême droite, d'accord, mais pas n'importe comment. En premier lieu, **notre antifascisme est autonome**, à l'égard de l'État comme des partis électoralistes. La société française contemporaine s'est constituée, à la Libération, sur l'antifascisme, et pour cette raison tous les partis politiques sont « antifascistes ». Pour affirmer sa distance à l'égard de cet antifascisme républicain et pour être capable d'analyser l'extrême droite dans toutes ses dimensions (et pas seulement comme simple ennemi de la démocratie libérale), notre antifascisme est très clair sur ses positions quant aux opérations répressives de l'État contre l'extrême droite : toutes les opérations policières contre les groupes fascistes peuvent tout aussi bien être utilisés contre d'autres contestataires, en l'occurrence les antifascistes eux-mêmes. Les procédures judiciaires (interdiction, dissolution...) ne sont pas des armes politiques au service de l'antifascisme, mais des outils au service de l'État qui protège ainsi le modèle de société qu'il représente. De même, le vote n'est pas une arme efficace contre l'extrême droite, car il délègue à d'autres le soin de lui faire barrage : pas question de signer un chèque en blanc aux partis de droite comme de gauche qui ont montré des années durant de quelle façon ils recyclaient les idées du Front national une fois arrivés au pouvoir.

Ensuite, **notre antifascisme est révolutionnaire** : être antifasciste aujourd'hui dans nos sociétés libérales, c'est placer la critique de l'État et du capitalisme au cœur de l'analyse du processus de fascisation. L'antifascisme est donc le pire produit du fascisme s'il ne vise que l'ennemi désigné par l'État libéral : pour mener un antifascisme digne de ce nom, il faut donc que sa fin et ses moyens soient clairement replacés dans un projet global de changement social. À nous de trouver, à partir de là, les formes de lutte les plus susceptibles de leur infliger un maximum de dégâts.

Enfin, **notre antifascisme est internationaliste**, car c'est évidemment la meilleure réponse aux logiques nationalistes : abolition des frontières, libre circulation, solidarité internationale, rejet des logiques de guerre, telles sont les revendications indissociables de notre lutte antifasciste. L'extrême droite se développe dans chaque pays de façon différente, parce qu'elle est le produit de la société qui la voit naître : c'est par la connaissance de la diversité des situations que l'on peut mettre en perspective sa propre situation, les enjeux de l'antifascisme ici et là-bas et organiser des réseaux de solidarité antifasciste internationale.

